

**Zeitschrift:** Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Band:** 64 (1976)

**Heft:** 11

**Artikel:** Point fixe

**Autor:** Chapuis, S.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-274660>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

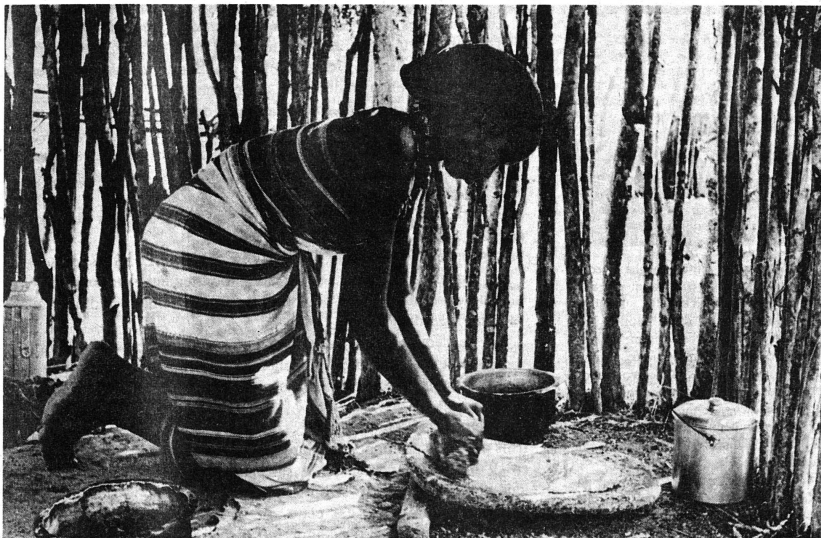
### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Nouvelles de l'Alliance



## Toujours le Mali

Voici un exemple d'activité africaine au point de vue planning familial, c'est le rapport d'un séminaire en février 1976.

Le séminaire inter-africain sur le planning familial placé sous l'égide du ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales et de l'Union Nationale des femmes du Mali en collaboration avec le centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) s'est déroulé à l'hôtel de l'Amitié de Bamako du 16 au 20 février 1976.

Le séminaire se félicite de la présence à ses assises des membres du CMLN et du gouvernement, de Monsieur le ministre de la Santé publique et des affaires sociales du Mali, de Mme le ministre de la Protection de la famille et des Affaires Sociales de Mauritanie, de Monsieur le Vice-président international du CRDI, de Mme la Secrétaire générale de l'Organisation

Panafricaine des femmes, et des représentants du Corps diplomatique.

Le séminaire se réjouit également de la présence de M. le Secrétaire régional adjoint de la Fédération Internationale pour la Planification familiale, et de celle des délégués des pays frères du Bénin, de Cameroun, du Congo, de la Mauritanie et du Togo.

Le séminaire remercie chaleureusement tous ceux qui ont apporté leur concours au succès de ses travaux.

Le séminaire a pris connaissance des travaux sur les thèmes:

1. Planning familial et traditions africaines (Dr Fara Samaké);
2. Santé familiale en République du Mali (Dr Seydou Ousmane Diallo);
3. Avortement (Prof. Mamadou Dembélé);

4. Planning familial au Togo (Dr De Médeiros);
- Au Bénin (Prof. Alihounou);
- Au Cameroun (Mme Tefak);
- Au Congo (Mlle Bagana);
5. Stérilité (Dr Moctar Diop);
6. Fécondité de la race humaine (Prof. Saurel);
7. Aspects économiques et démographiques du planning familial (Dr Pierre Praderwane);
8. Médecine traditionnelle au Mali (Prof. Mamadou Coumaré).

Le séminaire convaincu de l'efficacité des méthodes traditionnelles pratiquées par les véritables thérapeutes:

- constate l'impérieuse nécessité de mettre en confiance avec tout le tact requis, les thérapeutes traditionnels en vue de les inciter à saisir l'utilité de leur intégration progressive à l'œuvre de promotion de la médecine en Afrique;
- souhaite des rencontres périodiques nationales et inter-africaines dans le

but d'encourager la recherche dans le domaine de la médecine traditionnelle notamment en matière de contraception.

- invite les pouvoirs publics à accorder un soutien effectif à la médecine traditionnelle;
- lance un appel pressant au corps médical pour une franche collaboration avec les thérapeutes traditionnels et les organismes concernés.

Le séminaire estime que l'éducation sexuelle doit faire l'objet d'une information généralisée aussi bien au niveau des parents que des enfants.

Le séminaire recommande dans le cadre des programmes qui seront élaborés en direction de nos établissements scolaires à cet effet d'insister sur les aspects moraux et éthiques de la sexualité.

Le séminaire approuve l'existence des auxiliaires sanitaires et des accoucheuses traditionnelles.

- Il formule cependant le vœu:
- que la formation des auxiliaires de santé soit conçue en fonction des objectifs;
  - qu'un système de recyclage périodique vienne améliorer leur formation;
  - que les écoles pour la formation d'accoucheuses rurales soient multipliées.
- Le séminaire invite les autorités compétentes à doter ses agents de moyens corrects de travail.

Le séminaire, conscient des causes qui conduisent à l'avortement clandestin:

- risque de rejet par la famille;
- lâcheté du co-auteur;
- interruption des études;
- souhaite une information systématique en direction de toutes les couches sociales sur les différents aspects de ce problème;
- une généralisation des brigades de mœurs qui seront dotées de tous les moyens humains et matériels adéquats.

Le séminaire préconise l'utilisation des mass média (radio, T.V., presse écrite, cinéma) surtout en langues nationales par des spécialistes pour éduquer les populations en termes appropriés sur les objectifs de planning familial.

Le séminaire soucieux de la problématique que pose la stérilité demande que celle-ci ne soit pas imputée exclusivement à la femme.

Le séminaire suggère:

- l'instauration de visites pré-nuptiales au futur couple;
  - la création de centres de lutte contre la stérilité où les soins seront gratuits.
- Le séminaire souhaite:
- la reconversion des mentalités par une information appropriée;
  - l'intégration de la femme stérile dans le milieu familial et social, notamment par l'adoption avec les avantages moraux et matériels y afférents.

A ce propos, le séminaire salue l'initiative de l'Union Nationale des femmes du Mali d'honorer comme étant la plus belle maman, la femme stérile qui a recueilli et élevé le plus grand nombre d'enfants.

## Groupe d'orientation

La récession économique a eu des répercussions négatives sur la participation des femmes à la vie professionnelle, puisqu'elles ont été les premières touchées par les mesures de licenciement et de réduction d'horaires; puisqu'il est devenu plus difficile, sinon impossible, à celles qui auraient souhaité se réinsérer dans la vie professionnelle, de trouver un emploi.

Face à cette situation, l'Alliance de sociétés féminines suisses (ASF) a cherché une solution pratique en vue d'aider les femmes, au moins sur un plan psychologique, à passer ce cap difficile. Tel est ce qui a incité l'ASF, sur proposition de sa présidente, Mme Jacqueline Berenstein-Wavre, à lancer les groupes d'orientation ORPER en automne 1975 à Genève.

Deux sessions ont déjà eu lieu au cours de l'hiver 1975/76. Pendant deux mois, à raison d'une réunion de 2 heures et demie par semaine, six groupes, conduits chacun par deux animatrices, ont réuni au total 45 femmes, quelques-unes d'entre elles ayant décidé de se retrouver pour une seconde série de rencontres.

La grande majorité des participantes aux groupes Orper sont des mères de famille ayant dépassé 35 ans, disposant de temps libre qu'elles souhaiteraient utiliser de façon satisfaisante, que ce soit pour envisager une formation, une activité rémunérée ou bénévole, ou encore un engagement social, avant tout dans l'idée de se rendre utiles.

Ces rencontres hebdomadaires leur ont surtout permis d'évaluer leur situation personnelle avec davantage de lucidité, de découvrir avec un soulagement certain que leurs problèmes étaient similaires à ceux des autres femmes du groupe. Elles représentent donc la toute première démarche vers l'extérieur de ces femmes, mères au foyer demeurées pendant un temps plus ou moins long en marge de la réalité sociale.

Anne-Marie Ley

## POINT FIXE

(La place nous avait manqué, dans notre numéro de juin, lorsque nous rendions compte de l'assemblée générale de l'Association Joséphine Butler, pour parler convenablement de l'exposé très intéressant qu'y fit Monsieur Alain GIRARDET, responsable de POINT FIXE. Il vaut la peine de revenir aujourd'hui sur cette remarquable réalisation.)

POINT FIXE est un centre d'accueil, d'écoute, qui essaie d'aider une catégorie de la population que M. Girardet se défend de définir avec trop de précision, afin que les clients éventuels ne se sentent pas dès l'abord «classés»: des marginaux, prostitué(e)s, homosexuel(le)s... (Mais voilà que je les définis! en donnant une liste de ceux qui se sont présentés en 2 ans! C'est contraire à l'esprit dans lequel travaille M. Girardet!) POINT FIXE dépend du Centre social protestant et est l'une des œuvres soutenues par la branche vaudoise de l'Assoc. Joséphine Butler.

La situation de la prostitution, disait M. Girardet, est certes moins dramatique dans notre pays qu'ailleurs, le proxénétisme étant rare parce que réprimé, les maladies vénériennes pas trop fréquentes, les prostituées ayant toutes leur médecin privé. La misère matérielle est moins qu'ailleurs cause de la prostitution, ce sont davantage des causes psychiques, caractérielles qui envoient des femmes et des hommes sur le trottoir. Les risques de la «profession» sont, par contre, les mêmes qu'ailleurs: agressions, toxicomanie, abus de médicaments, dettes, isolement...

Le milieu homosexuel (5% de la population) est plus secret et plus vaste; ses problèmes: la prostitution de jeunes

hommes. Les difficultés psychologiques sont énormes: comment harmoniser la vie affective avec ce que pense la société?

POINT FIXE: un téléphone, un bureau, c'est tout. Monsieur Girardet a choisi l'attitude passive, l'approche lente de ces milieux. Il s'est fait connaître, bien sûr, mais il ne cherche pas à s'imposer (comme certains bureaux sociaux officiels qui vous donnent des rendez-vous impératifs). Son aide est plus psychologique que matérielle; les personnes qui viennent vers lui ont souvent des problèmes financiers, mais le secours en argent est difficile, l'attitude de ces marginaux envers l'argent étant très ambivalente. (Il y a toujours des dettes; c'est presque un alibi inconscient: puisque j'ai des dettes, je dois continuer à me prostituer... Mais la personne continue à dépenser, souvent bien inconsidérément.) La réinsertion professionnelle n'est pas le problème No un; il faut avant tout une longue remise en confiance.

Sans vouloir minimiser le travail admirable que Joséphine Butler et toutes celles qui l'ont suivie ont accompli avec un dévouement et un enthousiasme extraordinaires, on se doit de souligner le progrès incontestable dans l'approche de ces problèmes: le paternalisme inconscient d'une certaine forme de charité a fait place à une conception, je dirais, plus humaine de l'aide à autrui: le temps que consacrent une soeur Jeanne, un Alain Girardet à ces personnes, la compréhension profonde, l'écoute non directive valent mille oboles d'autrefois.

S. Chapuis